

<https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article707>



Concurrence, la grande arnaque

- La démocratie : un enjeu - La démocratie face aux défis - Débats - Tribunes -



Date de mise en ligne : lundi 3 juin 2013

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

Article publié sur newsring, le blog de Frédéric Taddéi.

Voir

<http://www.newsring.fr/economie/4031-le-jeu-de-la-concurrence-est-il-celui-de-linteret-general/56279-concurrence-la-grande-arnaque>

Suite à la grande crise de 1929 et aux débats auxquels elle a donné lieu, une vision naïve de la concurrence comme moteur du développement semblait remise au magasin des accessoires. La pensée libérale simpliste, suivant laquelle la confrontation des intérêts individuels conduit naturellement à la satisfaction de l'intérêt général et amène les individus à produire ce dont la société a besoin, n'était plus qu'une conception parmi d'autres. L'État devenait alors considéré, par des penseurs tels que J.M.Keynes, comme un acteur majeur du développement économique et social. La responsabilité individuelle ne se regardait plus seulement au travers de l'égoïsme, mais par l'action en tant que citoyen.

Les années 70/80 ont détruit tous les acquis qui s'étaient imposés après la seconde guerre mondiale. Certes, l'effondrement de l'URSS y a poussé, suivi par l'alignement des partis sociaux-démocrates sur les positions ultra libérales. En fait la pensée libérale, suivant laquelle le marché avec pour moteur la concurrence était le garant du développement, s'est retrouvée sans opposition sérieuse.

La question aujourd'hui n'est donc plus de savoir si la concurrence est positive ou non, mais de savoir si on a le droit de mettre en cause un discours accepté par tous les porte paroles officiels.

En ce sens, il n'est pas question d'opposer réforme et révolution, mais de cesser d'assimiler réforme et acceptation des diktats officiels. Les « réformes » imposées par les organes de la mondialisation, en particulier par l'Union européenne, censés promouvoir le développement économique, la baisse des prix et le bien-être social, se révèlent pousser à la diminution du pouvoir d'achat, au chômage et à la régression sociale.

La vraie question est, en fait, que, par le biais du discours sur la concurrence libre et non faussée, tout espace de débat politique sérieux disparaît. L'économie n'est plus politique, l'économie officielle est devenue « La politique ».

Face aux défis de la période, à la nécessité de mobiliser les forces, le concept de concurrence, alpha et oméga des nouveaux traités, en particulier européens, doit céder une place nouvelle à l'intérêt public. Dans ce cadre, le vrai débat, le seul qui s'impose, est celui sur la refondation de la démocratie.

André Bellon

Président de l'Association pour une Constituante

www.pouruneconstituante.fr